

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 40.958/2/V

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Mobilité, le 20 juillet 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire et l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique", a donné le 21 août 2006 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

1. Les Gouvernements de Régions ont remis un avis favorable sur le projet examiné, les 18 mai 2006 (Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale), 9 juin 2006 (Gouvernement flamand) et 13 juillet 2006 (Gouvernement wallon).

Après avoir recueilli ces avis, le Ministre fédéral de la Mobilité a informé les Gouvernements de Régions, par des courriers datés du 20 juillet 2006, des mesures transitoires figurant aux articles 2, 2°, et 23 du projet.

La procédure d'association, prévue à l'article 6, § 4, 3°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, ne peut être considérée comme valablement accomplie, étant donné qu'il ne résulte pas du dossier que les Gouvernements régionaux aient examiné ces mesures transitoires.

2. Les annexes 1, 2 et 3 du projet doivent être complétées par la mention "vu pour être annexé à l'arrêté royal du [...] modifiant l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire et l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation et de l'usage de la voie publique", et recevoir les mêmes signature et contreseing que le projet.

À propos de l'annexe 3 du projet, il y a lieu d'observer que cette annexe ne peut être insérée en annexe 13 à l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire; elle doit l'être en annexe 15, l'arrêté précité comportant déjà une annexe 13 et une annexe 14, toutes deux insérées par l'arrêté modificatif du 8 mars 2006.

Les articles 21, 4°, 22, et 29 du projet, devront donc être corrigés sur ce point.

Observations particulières

Préambule

Le considérant relatif à la directive 91/439/CEE précitée, est dépourvu d'utilité. L'alinéa 4 du préambule doit, par conséquent, être omis.

Dispositif

Article 1^{er}

L'article 1^{er} du projet vise à créer, pour l'application des dispositions légales et réglementaires relatives au permis de conduire, une nouvelle catégorie de véhicules, dénommée "catégorie G", et comprenant les "tracteurs agricoles et forestiers et leurs remorques, ainsi que les véhicules immatriculés comme matériel agricole, motoculteur ou moissonneuse".

La section de législation du Conseil d'État s'interroge sur le bien-fondé de la dénomination de cette nouvelle catégorie.

La réglementation belge en matière de circulation routière connaît, en effet, déjà une catégorie de véhicules désignés par la lettre "G" : il s'agit des "véhicules hors route", définis à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 4, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles, leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité.

Même si cette dernière dénomination s'applique à une réglementation différente de celle relative aux permis de conduire, il paraît préférable d'en choisir une autre, et ce afin d'éviter toute confusion dans la pratique.

L'ensemble du projet ainsi que celui faisant l'objet de l'avis 40.957/2/V, donné ce jour, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur et l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité", devraient être revus en conséquence.

Article 2

À l'article 2, 2°, du projet (article 4, 12°, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 précité), il convient de se référer, pour les véhicules lents, à l'article 1^{er}, § 2, 15.1, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 précité, et non à l'article 1^{er}, § 12, 15.1, du même arrêté.

S'agissant toutefois du renvoi au point 15.1 de l'article 1^{er}, § 2, de l'arrêté royal précité du 15 mars 1968, il appartient à l'auteur du projet de vérifier si le dispositif de l'article 4, 12°, en projet de l'arrêté royal précité du 23 mars 1998 traduit correctement son intention, en n'y mentionnant pas le point 15.3 de l'article 1^{er}, § 2, de l'arrêté royal précité du 15 mars 1968, contrairement au texte actuel de l'article 4, 12°, de l'arrêté royal précité du 23 mars 1998, et en excluant par conséquent de la dispense d'être titulaire d'un permis de conduire les conducteurs de remorques tirées par les véhicules lents définis au point 15.1.

Article 7

En ce qui concerne l'article 19, § 4, en projet, la référence qui est faite à l'annexe 7 paraît inadéquate dans la mesure où cette annexe ne contient pas de code à la destination instituée par la disposition en projet.

Article 15

Dans la version française de l'article 15, 1°, du projet (article 35, en projet, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 précité), il convient d'ajouter la catégorie A à celles figurant dans le texte à insérer en remplacement du texte actuel.

Article 17

L'article 17, 1°, du projet, vise à modifier l'article 39, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 précité.

Dans sa version actuellement en vigueur, cet article 39, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, ne comporte cependant pas de 3°.

Le texte que l'article 17, 1°, du projet, vise à modifier est en effet celui de l'article 39, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 précité, tel que remplacé par l'article 27, 1°, de l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B. Or, cet article 27, 1°, n'entrera en vigueur que le 1^{er} décembre 2006.

L'article 17, 1°, du projet, ne peut dès lors entrer en vigueur avant cette date.

Article 20

1. À l'article 20, 2°, du projet, il convient d'ajouter, dans la phrase liminaire, les mots "alinéa 2", entre les mots "§ 4" et "2°".

.../...

2. Il convient également d'ajouter les mots "alinéa 2" dans la phrase liminaire de l'article 20, 3°, du projet.

Article 21

À l'article 21, 3°, du projet, modifiant l'article 78, alinéa 2, 8°, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 précité, il convient d'omettre la mention de la catégorie A.

Article 31

Il est renvoyé, en ce qui concerne la date d'entrée en vigueur du projet, à l'observation formulée à propos de son article 17.

La chambre était composée de

Messieurs	R. ANDERSEN,	premier président du Conseil d'État,
	P. LEWALLE,	conseillers d'État,
	P. VANDERNOOT,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PREMIER PRÉSIDENT,

C. GIGOT

R. ANDERSEN

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 40.958/2/V

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 20 juli 2006 door de Minister van Mobiliteit verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs en van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg", heeft op 21 augustus 2006 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. De gewestregeringen hebben op 18 mei 2006 (Brusselse Hoofdstedelijke Regering), op 9 juni 2006 (Vlaamse Regering) en op 13 juli 2006 (Waalse Regering) over het onderzochte ontwerp een gunstig advies uitgebracht.

Na deze adviezen te hebben ingewonnen, heeft de federale Minister van Mobiliteit de gewestregeringen bij brieven d.d. 20 juli 2006 in kennis gesteld van de overgangsmaatregelen bepaald in de artikelen 2, 2°, en 23 van het ontwerp.

De procedure van het erbij betrekken van de regeringen, waarin artikel 6, § 4, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen voorziet, kan niet worden geacht geldig te zijn nagekomen, aangezien uit het dossier niet blijkt dat de gewestregeringen deze overgangsmaatregelen hebben onderzocht.

2. De bijlagen 1, 2 en 3 van het ontwerp moeten worden aangevuld met de vermelding "gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van [...] tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs en van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg", en moeten worden voorzien van dezelfde ondertekening en medeondertekening als het ontwerp.

.../...

Wat bijlage 3 bij het ontwerp betreft, dient te worden opgemerkt dat deze bijlage niet kan worden ingevoegd als bijlage 13 bij het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs; ze moet worden ingevoegd als bijlage 15, daar het voormelde besluit reeds een bijlage 13 en een bijlage 14 omvat, die beide ingevoegd zijn bij het wijzigingsbesluit van 8 maart 2006.

De artikelen 21, 4°, 22 en 29 van het ontwerp behoren dus op dit punt te worden gecorrigeerd.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

De considerans betreffende de voornoemde richtlijn 91/439/EEG heeft geen enkel nut. Het vierde lid van de aanhef dient bijgevolg te vervallen.

Dispositief

Artikel 1

Artikel 1 van het ontwerp strekt ertoe, voor de toepassing van de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende het rijbewijs, een nieuwe categorie van voertuigen in te voeren, "categorie G" genaamd, die de "land- en bosbouwtrekkers en hun aanhangwagens evenals de voertuigen ingeschreven als landbouwmaterieel, landbouwmotor of maaimachine" omvat.

De afdeling wetgeving van de Raad van State plaatst vraagtekens bij de gegrondheid van de benaming van deze nieuwe categorie.

In de Belgische regelgeving betreffende het wegverkeer bestaat immers reeds een categorie van voertuigen die met de letter "G" wordt aangeduid: het gaat om de "terreinvoertuigen", die omschreven zijn in artikel 1, § 1, 4, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen.

Ook al is deze laatste benaming van toepassing op een regelgeving die verschilt van die betreffende het rijbewijs, het lijkt verkieslijk er een andere te kiezen om alle verwarring in de praktijk te voorkomen.

Het gehele ontwerp, alsook het ontwerp waarover heden advies 40.957/2/V is uitgebracht, betreffende een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 mei 2004 betreffende de voorwaarden voor erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen en het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen", zouden bijgevolg moeten worden herzien.

Artikel 2

In artikel 2, 2°, van het ontwerp (artikel 4, 12°, van het voormelde koninklijk besluit van 23 maart 1998), dient te worden verwezen, wat de voertuigen voor traag vervoer betreft, naar artikel 1, § 2, 15.1, van het genoemde koninklijk besluit van 15 maart 1968, en niet naar artikel 1, § 12, 15.1, van hetzelfde besluit.

Wat evenwel de verwijzing naar punt 15.1 van artikel 1, § 2, van het voormelde koninklijk besluit van 15 maart 1968 betreft, dient de steller van het ontwerp na te gaan of het dispositief van het ontworpen artikel 4, 12°, van het eerdergenoemde koninklijk besluit van 23 maart 1998 correct zijn bedoeling weergeeft, door er niet punt 15.3 van artikel 1, § 2, van het bewuste koninklijk besluit van 15 maart 1968 in te vermelden, in tegenstelling tot de huidige tekst van artikel 4, 12°, van het reeds vermelde koninklijk besluit van 23 maart 1998, en door de bestuurders van aanhangwagens getrokken door voertuigen voor traag vervoer omschreven in punt 15.1. bijgevolg niet in aanmerking te laten komen voor de vrijstelling van de verplichting om houder te zijn van een rijbewijs.

Artikel 7

Wat het ontworpen artikel 19, § 4, betreft, lijkt het ongeschikt naar bijlage 7 te verwijzen, daar in deze bijlage geen sprake is van een code te gebruiken voor het doel dat door het ontworpen besluit wordt bepaald.

Artikel 15

In de Franse versie van artikel 15, 1°, van het ontwerp (ontworpen artikel 35 van het genoemde koninklijk besluit van 23 maart 1998), dient categorie A te worden toegevoegd aan de categorieën die vermeld zijn in de tekst die ter vervanging van de huidige tekst moet worden ingevoegd.

Artikel 17

Artikel 17, 1°, van het ontwerp strekt ertoe artikel 39, § 1, eerste lid, 3°, van het genoemde koninklijk besluit van 23 maart 1998 te wijzigen.

In de versie ervan die thans van kracht is, bevat dit artikel 39, § 1, eerste lid, echter geen onderdeel 3°.

De tekst die men door middel van artikel 17, 1°, van het ontwerp beoogt te wijzigen, is immers de tekst van artikel 39, § 1, eerste lid, van het genoemde koninklijk besluit van 23 maart 1998, zoals hij is vervangen bij artikel 27, 1°, van het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B. Dit artikel 27, 1°, zal echter pas op 1 december 2006 in werking treden.

Artikel 17, 1°, van het ontwerp kan derhalve niet vóór deze datum in werking treden.

Artikel 20

1. In artikel 20, 2°, van het ontwerp dienen in de inleidende zin de woorden "tweede lid" te worden ingevoegd tussen " § 4" en "2°".

2. In de inleidende zin van artikel 20, 3°, van het ontwerp moeten eveneens de woorden "tweede lid" worden toegevoegd.

Artikel 21

In artikel 21, 3°, van het ontwerp, dat artikel 78, tweede lid, 8°, van het voornoemde koninklijk besluit van 23 maart 1998 wijzigt, dient categorie A te worden weggelaten.

Artikel 31

Voor de datum van inwerkingtreding van het ontwerp wordt verwezen naar de opmerking over artikel 17 ervan.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	R. ANDERSEN,	eerste voorzitter van de Raad van State,
	P. LEWALLE,	staatsraden,
	P. VANDERNOOT,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

DE GRIFFIER,

DE EERSTE VOORZITTER,

C. GIGOT

R. ANDERSEN